

Rapport d'activités 2018-2019

CIBES



Centre d'intervention
budgétaire et sociale
Mauricie BNY

Heures d'ouverture

Du lundi au vendredi de 9h00 à 16h30.
En soirée, sur rendez-vous seulement.
Fermé 2 semaines durant la période estivale.
Fermé 2 semaines durant la période des fêtes.

Territoire

L'ensemble de la région mauricienne et les
MRC Bécancour et Nicolet-Yamaska.

Coordonnées

274 rue Bureau, Trois-Rivières,
G9A 2M7
819-378-7888

3702 Boul. des Hêtres, Shawinigan,
G9N 4T7
819-536-4438

www.cibes-mauricie.ca
acef@cibes-mauricie.ca
www.facebook.com/cibesmauricie/

Table des matières

Mot de la présidente	P4
Le CIBES de la Mauricie	
Mission, historique, AGA et membres	P5
Conseil d'administration et bénévoles	P6
Équipe de travail	P7
Du nouveau cette année	
Développement du territoire, promotion de nos outils et Mes finances, ma retraite et moi	P8
Les services directs	
Consultation et suivi budgétaires	P10
Fonds d'entraide Desjardins	P14
Fonds communautaire de Trois-Rivières	P19
Autres rencontres et informations téléphoniques	P20
Ateliers, formations et présentations	P21
Implications et solidarité	
Conseils d'administration, assemblées générales annuelles et rencontres d'échange	P22
Comités de travail et activités de solidarité	P23
Nos implications en images	P24
Activités grand public et revue de presse	P26
Contribution de la communauté	P37
Nos bailleurs de fonds	P38

Mot de la présidente

Beaucoup de mouvement cette année!

De nouveaux financements ont permis d'embaucher 2 nouvelles personnes. L'équipe s'étant agrandie, la solidité et l'expertise des anciens combinées à la motivation des nouveaux ont mis le CIBES en ébullition. La priorité de cette année fut le développement du territoire. Enfin nous sommes en mesure de desservir la population de la Mauricie, de Bécancour et de Nicolet-Yamaska, un rêve que nous caressons depuis notre création.

Ce contexte nous a aussi permis, au-delà du service individuel, de nous tourner vers l'extérieur en nous impliquant davantage auprès de nos partenaires et nos regroupement, en participant à des comités de travail et des rencontres d'échange. Nous avons été très actifs via notre page Facebook et nos interventions médiatiques pour rejoindre nos membres, pour diffuser de l'information en lien avec notre mission, nos réalisations, nos luttes, celles du milieu communautaire, etc.

Un bel outil destiné aux aînés a été créé, répondant à un besoin chez cette clientèle. La réponse des organisations partenaires et de la population démontre, encore une fois, la pertinence et la qualité des projets ponctuels du CIBES.

Il est important de souligner le travail accompli auprès des personnes vivant une situation financière difficile. Encore cette année il est impressionnant de voir le nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide des conseillers budgétaires!

Au nom du conseil d'administration, bravo à l'équipe et nous nous souhaitons encore de belles années comme celle que nous venons de vivre!



Isabelle Bombardier

Présidente

Le CIBES de la Mauricie

Mission

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie consacre ses actions non seulement à aider les familles et les individus qui vivent des difficultés liées au budget et à l'endettement, mais aussi à lutter contre des injustices qui portent atteinte à l'ensemble des consommateurs.

Historique

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES), fondé sous le nom d'ACEF, s'est caractérisé dès sa naissance par sa volonté de desservir l'ensemble du territoire mauricien et par son engagement envers les personnes et les familles en situation de surendettement. Au cours de ses trente-cinq années d'existence, le CIBES/ACEF a su évoluer vers la pleine réalisation de son mandat. Des milliers de personnes ont pu bénéficier du service de consultation budgétaire, des activités éducatives et des actions représentatives concernant divers problèmes de société. De plus, malgré le large éventail des clientèles desservies, l'engagement indéfectible du CIBES envers les populations démunies s'est manifesté de multiples manières tout au long de son parcours. Le conseil d'administration et l'équipe permanente du CIBES sont extrêmement fiers du travail accompli et espèrent poursuivre dans la même direction pendant encore longtemps.

AGA et membres

L'assemblée générale annuelle s'est tenue le 20 juin 2018 à la Société St-Jean-Baptiste de Trois-Rivières. **13 personnes** étaient présentes.

15 nouveaux membres en 2018-2019 pour un **total de 354 membres**

Le CIBES de la Mauricie

Conseil d'administration 2018-2019



Isabelle Bombardier Présidente, utilisatrice et secteur communautaire

Sylvie Ménard Vice-Présidente, secteur privé (firme de syndicis)

Sylvie Cossette Secrétaire-trésorière, retraitée secteur public (MSSS)

Suzanne Bruneau-Godbout Administratrice, retraitée du secteur bancaire (Desjardins)

Anne Carignan Administratrice, secteur public (MSSS)

Maude Boisvert Administratrice, secteur communautaire

1 poste vacant

Le conseil d'administration s'est réuni à **7 reprises**.

Merci à nos inestimables administratrices. Vous êtes engagées, constantes et surtout vous êtes les meilleures ambassadrices de notre bel organisme.

Vous faites toute la différence!

Bénévoles

Merci spécial à nos précieux bénévoles, Pierrette Bornais et Denis Sperdouklis. Votre engagement au quotidien nous allège beaucoup la tâche et nous l'apprécions énormément.

Le CIBES de la Mauricie

Équipe de travail

Bas: Jisane Béland, Sara-Kim Lafontaine

Haut: Virginie Rainville, Mélanie Roof,

Angelica Torres, Bertrand Rainville, Nathalie Champagne



En plus de ses réunions d'équipe hebdomadaires, l'équipe s'est réunie pour le bilan de l'année et ensuite pour la planification annuelle et l'élaboration du plan de travail.

L'équipe s'est prévalu de **6 formations et rencontres de perfectionnement**

Nouveauté cette année, puisque notre équipe s'est agrandie, nous avons travaillé en comités de travail. Ainsi, nous avons formé 4 comités internes:

Comité embauche—Nous sommes très heureux d'accueillir Jisane Béland

Comité Charte d'intervention— pour revoir notre charte en fonction des nouvelles réalités du CIBES et de sa clientèle

Comité Conditions de travail—pour nous doter d'un guide de l'employé

Comité Fonds communautaire de Trois-Rivières—pour obtenir un financement statutaire

Du nouveau cette année

Développement du territoire

Un partenariat avec la Fédération des Caisses Desjardins et les Caisses Desjardins de la Mauricie, de Bécancour et de Nicolet-Yamaska nous a permis d'embaucher deux conseillères budgétaires. Nous avons donc consacré l'année 2018-2019 à rencontrer des organisations afin de faire la promotion de nos services dans l'ensemble de notre vaste territoire.

169 intervenants(es) communautaires, sociaux et politiques rencontrés
25 organisations différentes



Promotion de nos outils

Grâce au programme **Emploi d'été Canada** nous avons pu embaucher une étudiante en secrétariat qui a conçu une base de données, colligé et intégré les coordonnées des organisations pertinentes à travers le Québec pour la promotion de nos outils d'information. Ce projet nous a permis de relancer la promotion, ce qui constitue une source d'autofinancement.



Gouvernement
du Canada

Mes finances, ma retraite et moi

Suite aux préoccupations et interrogations des aînés qui bénéficient de notre service de consultation budgétaire, nous avons réalisé un guide complet et convivial pour offrir à cette clientèle toute l'information de base concernant les enjeux qui ont un impact financier lors de la retraite. En plus de l'organisation budgétaire et financière (crédits d'impôt, modèles de budget et de gestion, trucs pour économiser et autoévaluation de ma situation financière), nous y abordons les questions relatives à l'habitation (résidences privées, être propriétaire, être locataire et réseau public), aux outils de protection (procurations, préparations funéraires, testament, mandat de protection et directives médicales anticipées), aux dettes et aux solutions aux dettes. La brochure inclut également un guide des ressources.



mes **FINANCES**
ma **RETRAITE**
et **MOI**
Guide à l'intention des aînés



Les services directs

Bilan

Consultations budgétaires: **232 personnes rencontrées**

Suivis budgétaires: **310 rencontres**

Fonds d'entraide Desjardins: **103 personnes rencontrées**

Fonds communautaire de Trois-Rivières: **37 personnes rencontrées**

Autres rencontres: **28 personnes**

Informations téléphoniques: **750 demandes**

Ateliers, formations et présentations: **572 personnes rejointes**

**Nombre de personnes différentes desservies:
1 722**

Les services directs

Consultation budgétaire

Une première rencontre qui permet de se donner un portrait global de la situation et des difficultés qui sont rencontrées en identifiant les données socioéconomiques, en élaborant la liste des dettes et des retards et en établissant un budget pour le mois à venir. Elle permet aussi de dégager des perspectives de solutions.

232 consultations budgétaires

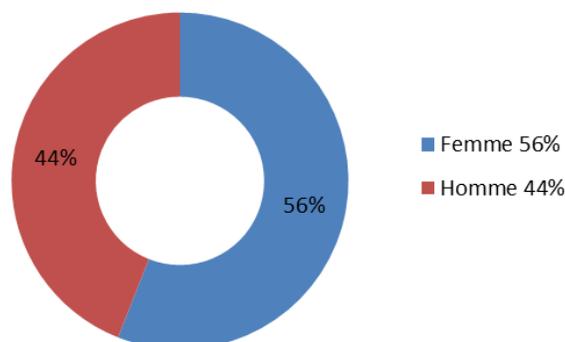
Suivi budgétaire

Un suivi budgétaire peut être proposé (mensuel ou plus fréquent selon le besoin) pour donner aux gens le soutien et le temps nécessaires à la reprise en charge du budget et pour mettre en application une solution à l'endettement, s'il y a lieu.

310 rencontres de suivi

Consultation budgétaire portrait statistique

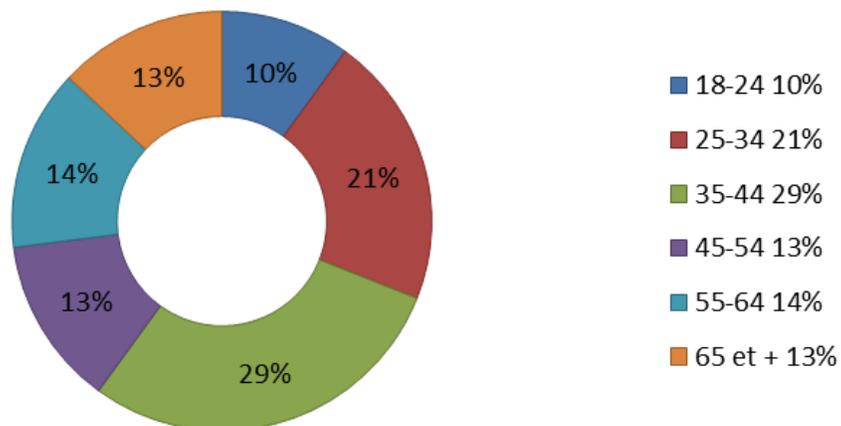
Sexe



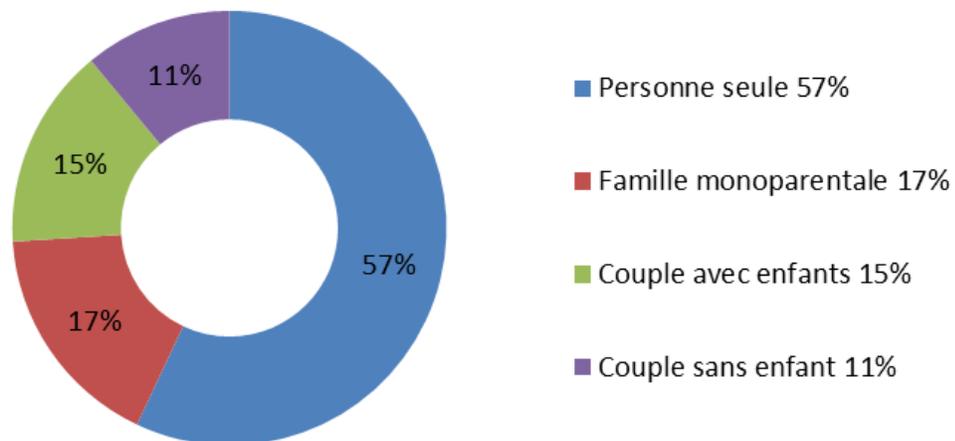
Les services directs

Consultation budgétaire portrait statistique

Âge



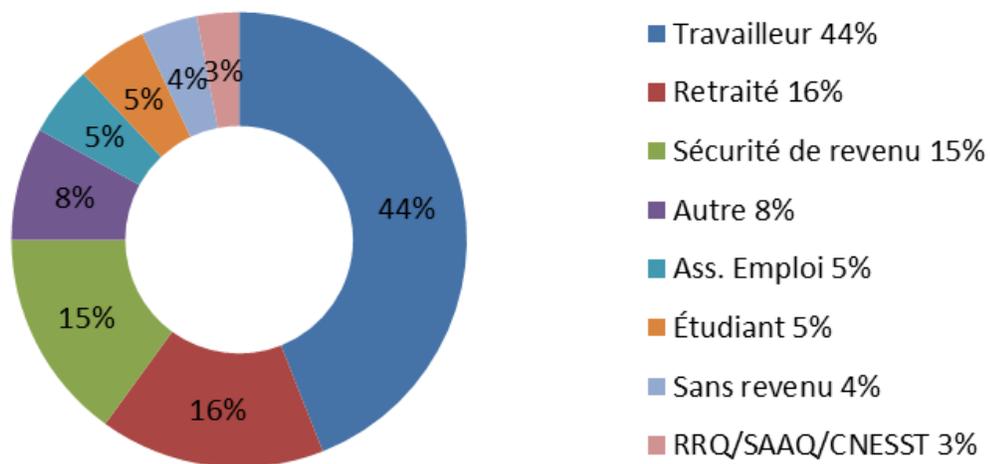
Types de familles



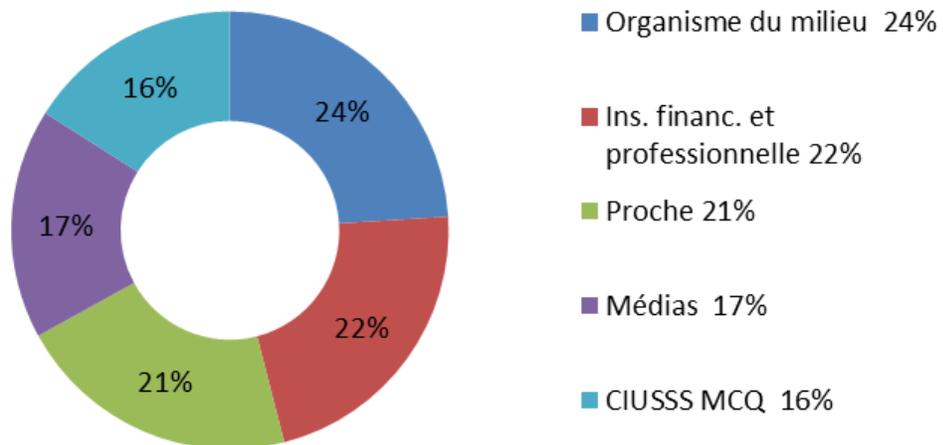
Les services directs

Consultation budgétaire portrait statistique

Source de revenu



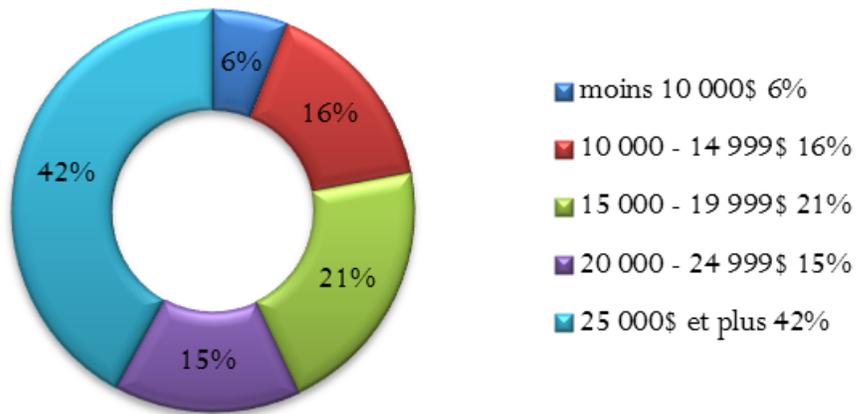
Provenance des références



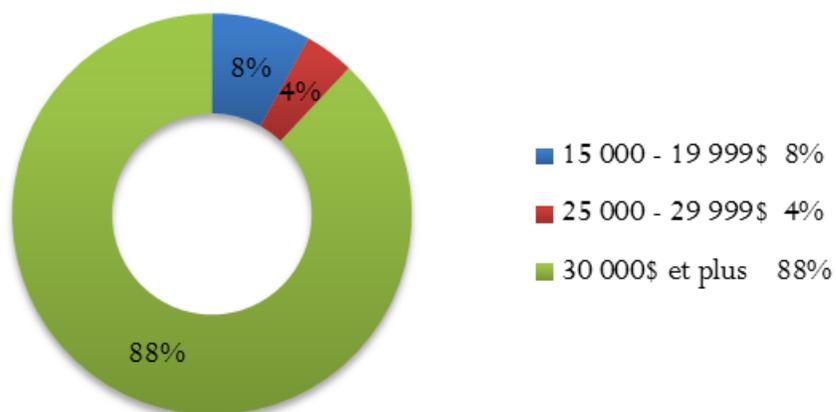
Les services directs

Consultation budgétaire portrait statistique

Revenus annuels bruts Personnes seules



Revenus annuels bruts Ménage-couples



Les services directs

Fonds d'entraide Desjardins

Dans le cadre d'une consultation budgétaire, il est possible pour une personne n'ayant pas accès au crédit traditionnel dans les institutions financières de faire une demande de prêt de moins de 1 000\$ et de plus de 200\$. Nous avons eu la chance cette année d'obtenir un 2e Fonds d'entraide Desjardins qui nous permet de couvrir la population de l'ensemble de la Mauricie, Bécancour et Nicolet-Yamaska. En effet, le fonds était auparavant destiné aux membres Desjardins de Trois-Rivières seulement, et ce, depuis 2002.

103 demandes de prêt
43 prêts octroyés

Comité consultatif

Un comité, formé de représentants des caisses participantes, de la Fédération des caisses Desjardins et du CIBES, assure le suivi et le développement du Fonds d'entraide Desjardins en Mauricie.

2 rencontres ont eu lieu cette année.

Membres du comité

Laurie Levasseur Conseillère Programme finance solidaire, Développement international Desjardins

Annie Marsolais Conseillère Soutien aux administrateurs

Roxanne Thibault Directrice Communications et Ressources humaines, Caisses Desjardins Bécancour-Nicolet-Yamaska

Marili Bordereau-Desrochers Présidente du CA de la caisse Des Trois-Rivières

Line Veillette Dirigeante de la Caisse Desjardins Mékinac-Des Chenaux

Mélanie Roof Conseillère budgétaire du CIBES et coresponsable du FED

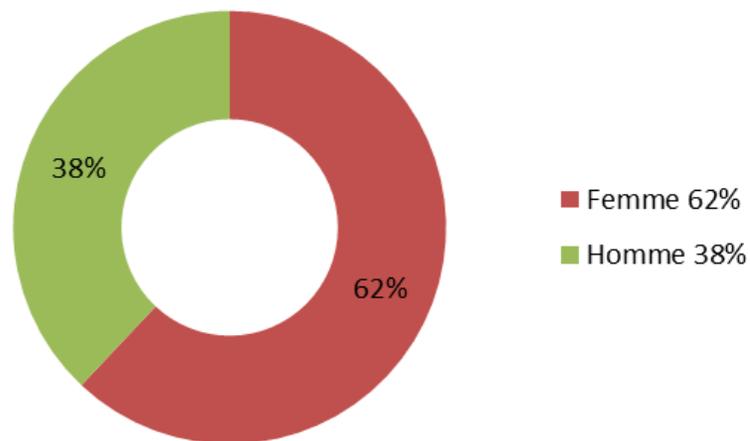
Virginie Rainville Conseillère budgétaire du CIBES et coresponsable du FED

Nous en profitons pour les remercier chaleureusement de leur implication!

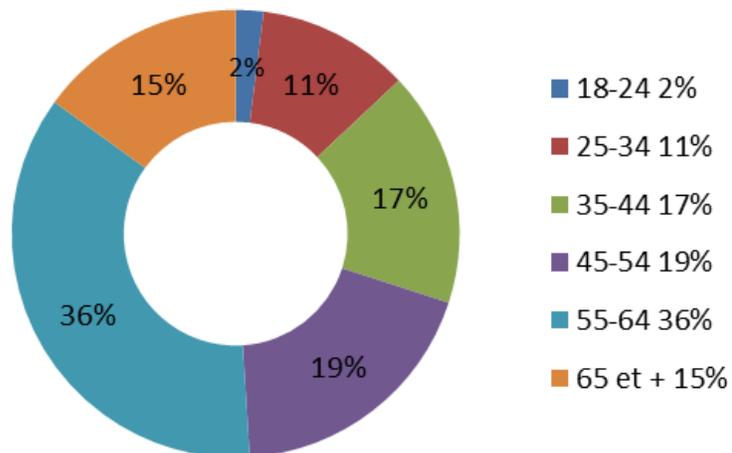
Les services directs

Fonds d'entraide Desjardins portrait statistique

Sexe



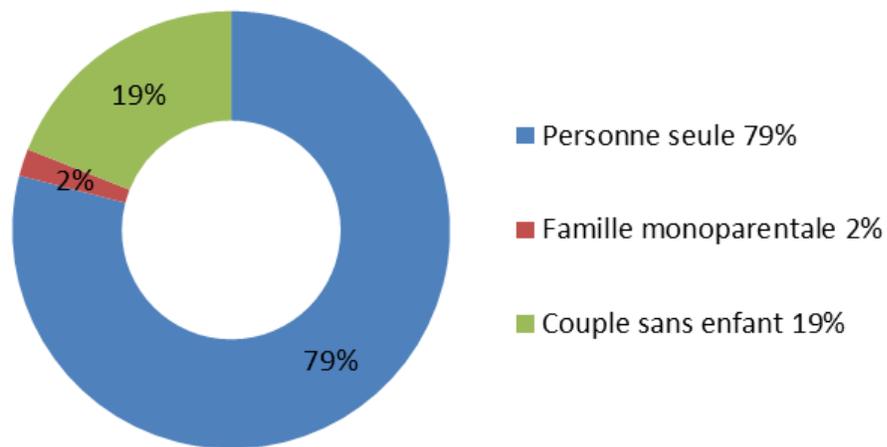
Âge



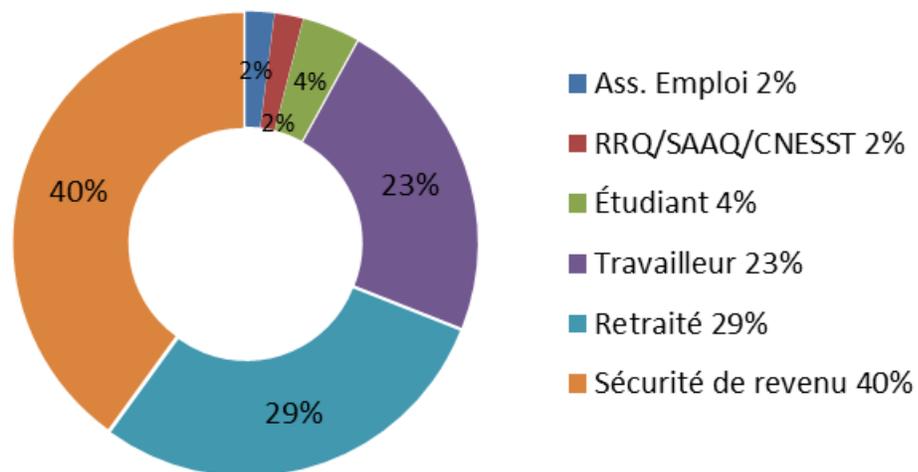
Les services directs

Fonds d'entraide Desjardins portrait statistique

Situation familiale



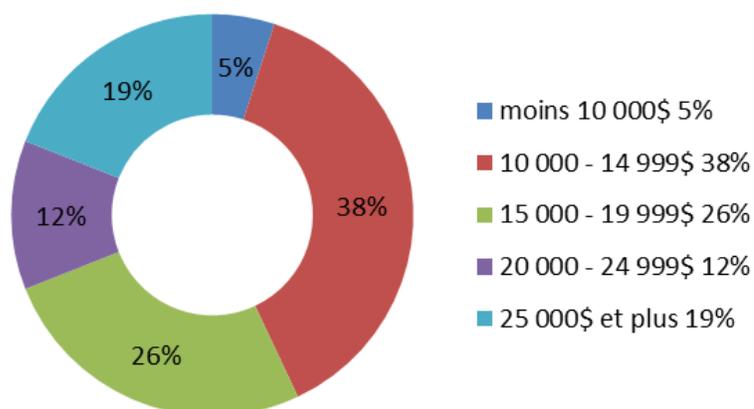
Source de revenu



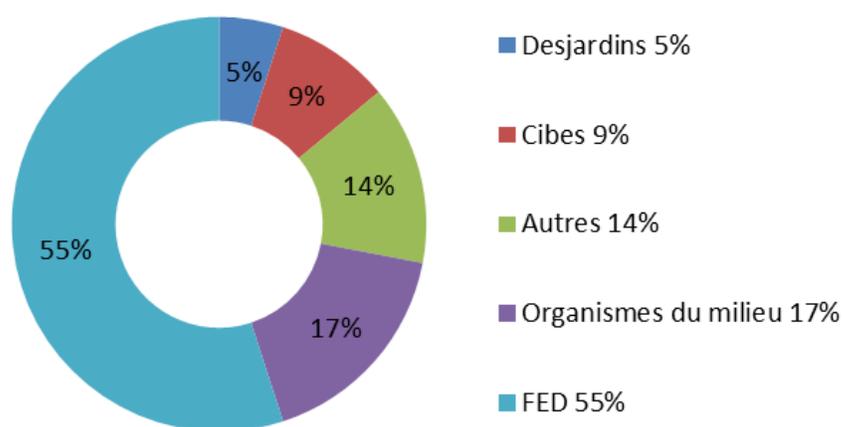
Les services directs

Fonds d'entraide Desjardins portrait statistique

Revenus annuels bruts



Provenance des références



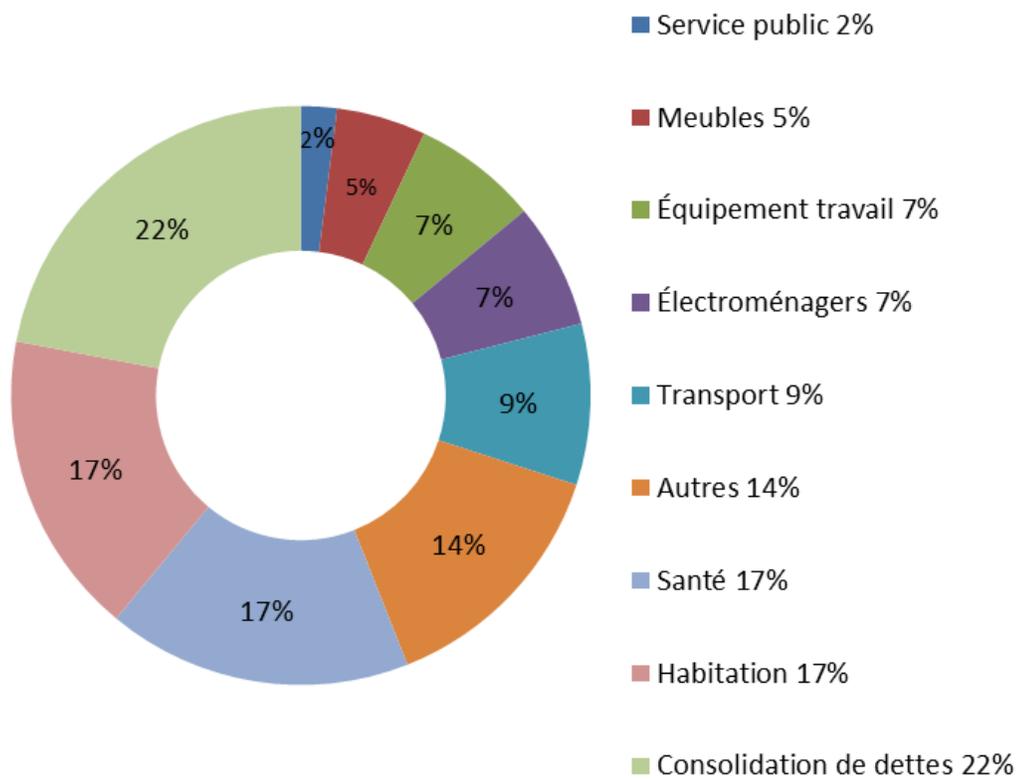
*Les références provenant du CIBES sont des prêt octroyés dans le cadre d'une démarche budgétaire.

**Les références provenant du FED sont des personnes qui ont déjà bénéficié d'un prêt par le passé.

Les services directs

Fonds d'entraide Desjardins portrait statistique

Besoins auxquels répond le FED



Les services directs

FCTR

Le Fonds communautaire de Trois-Rivières permet d'octroyer des prêts de dépannage de 200\$ et moins pour des besoins urgents ponctuels à des personnes en situation de grande pauvreté. Nous procédons d'abord à l'évaluation des besoins et de la situation financière de la personne pour ensuite évaluer la pertinence d'un prêt ou identifier si d'autres solutions sont possibles (négociation des fournisseurs de services, meubles gratuits avec nos partenaires, etc.). Au fil des années, nous avons établi de belles collaborations avec les organismes communautaires et les intervenants du CIUSSS MCQ pour mettre en place des solutions adaptées au budget très serré des personnes.

Cette année a marqué un tournant important. Depuis quelques années, comme nous n'appartenons à aucune enveloppe au sein du CIUSSS MCQ, nous avons de la difficulté à obtenir le financement pour effectuer les rencontres et administrer le fonds. C'est pourquoi, de concert avec le conseil d'administration du FCTR, nous avons pris la décision d'entreprendre les démarches nécessaires afin d'obtenir un statut au CIUSSS MCQ et, par le fait même, un financement récurrent. Nous en sommes aux dernières démarches et souhaitons ardemment que celles-ci portent fruit. Centraide Mauricie a réitéré l'importance de ce service et sa volonté d'y participer financièrement. Nous les en remercions chaleureusement.

Nombre de personnes rencontrées: 37 personnes

Nombre de prêts octroyés: 23 prêts

Merci aux membres du conseil d'administration de croire en l'importance du FCTR et pour votre grande ouverture!

Membres du CA

Michel Héroux Fonds Mauricie

Nathalie Bruneau Le Bon citoyen

Audrey Courteau COMSEP

Virginie Rainville Conseillère budgétaire du CIBES

Angelica Torres Conseillère budgétaire du CIBES et responsable du FCTR

Les services directs

Autres rencontres

Nous effectuons d'autres formes de rencontres, par exemple des dossiers de négociation d'entente avec Hydro-Québec, des suivis post-faillite en collaboration avec 2 firmes de syndic de la région, de la défense de droit (ex. rédaction de lettres pour les agences de recouvrement), de l'aide pour remplir des formulaires, etc.

28 personnes rencontrées

Ententes avec **Hydro-Québec: 14 personnes** *

Suivis post-faillite: **4 personnes**

Défense de droit: **7 personnes** **

Accompagnement formulaires: **3 personnes**

* Ce nombre représente le nombre de personnes rencontrées, mais nous avons référé **47 personnes** (que l'on retrouve dans les informations téléphoniques) à Hydro-Québec. Lors de ces appels, nous prenons le temps d'évaluer les ententes possibles, d'expliquer la façon de procéder pour arriver au bon endroit et obtenir une entente adaptée à leur situation financière et nous restons à la disposition des gens s'ils éprouvent des difficultés à obtenir une entente.

** Notre intervention dans ces dossiers était pour un besoin précis. Ces personnes n'ont pas participé à une consultation budgétaire, c'est pourquoi nous les isolons.

Informations téléphoniques

Nous avons répondu à plus de **750 demandes d'information** au téléphone ou via notre site internet et notre courriel, sur des sujets entourant le crédit et les solutions aux dettes.

Les services directs

Ateliers, formations et présentations

Les organisations du milieu et les partenaires font appel au CIBES pour dispenser des ateliers, des formations ou pour présenter nos services à leur clientèle ou leurs employés.

39 rencontres

572 personnes différentes rejointes

6 thèmes

51 organisations différentes *

*organismes communautaires et gouvernementaux, établissements scolaires, CIUSSS-MCQ, regroupements d'organismes, etc.

Thèmes

Atelier budget: À vos comptes... Prêts? Partez

Autonomie financière

Mes finances, ma retraite et moi

Retards dans les comptes et solution aux dettes

L'aide budgétaire: notions de base pour intervenir efficacement



Implications et solidarité

Il est important pour le CIBES de participer à la vie démocratique de nos regroupements et organismes affiliés.

Conseils d'administration

Union des consommateurs 5 rencontres

Fonds communautaire de TR 2 rencontres et plusieurs échanges courriel

Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie 6 rencontres

Assemblées générales annuelles

Union des consommateurs

Fonds communautaire de TR

Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières

Centraide Mauricie

Table Régionale des Organismes Communautaires en santé et services sociaux MCQ

Service d'aide au consommateur

Rencontres d'échange

Le CIBES, par sa spécificité et son expertise, est régulièrement sollicité pour participer à des rencontres d'échange et des comités de travail. Nous sommes reconnaissants envers les organisations qui font appel à nous pour leur confiance à notre égard.

L'APPUI Mauricie pour les proches aidants d'ainés: consultation pour l'orientation des appels de projets

Association des cardiaques de la Mauricie: organisation d'une série de chroniques pour les proches aidants dans L'Hebdo de Trois-Rivières **2 rencontres**

Union des consommateurs: conseils généraux **2 rencontres de 2 jours**

Ville de Trois-Rivières: élaboration du plan d'action en développement social de la Ville, axe développement communautaire

Office de la protection du consommateur: rencontres nationales avec les associations de consommateurs **2 rencontres**

Implications et solidarité

Comités de travail

Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières: 3 comités Luttes sociales

Justice Pro Bono: collaboration au projet porte 33-Ebook pour les personnes en contexte de séparation, **4 rencontres**

Fédération des caisses Desjardins: 2 comités consultatifs Fonds d'entraide Desjardins

Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières: 3 comités de coalition

Union des consommateurs: 3 comités Énergie/Hydro-Québec

Union des consommateurs: 5 comités Finances personnelles et endettement

Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie: 5 comités vie associative

Activités de solidarité

Ce sont des lieux que nous considérons importants pour démontrer notre appui, développer, maintenir et consolider nos liens avec les organisations, principalement celles du milieu communautaire.

Conférence de presse « Grande marche pour le droit au logement »—**Comité logement**

Conférence de presse « Engagez-vous pour le communautaire »—**TROC CQM**

Conférence de presse sur l'accessibilité à Emploi d'été Canada aux plus de 30 ans—

Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières

Dîner spaghetti: **COMSEP**

Mois de l'arbre (distribution d'arbres)—**Service d'aide au consommateur**

Marche des parapluies (lancement de campagne)—**Centraide Mauricie**

Déjeuner des bons coups—**CDC Centre-de-la-Mauricie**

30e anniversaire—**CFCM**

5 à 7 réseautage—**CDC Centre-de-la-Mauricie**

Rencontre avec le député Jean-Denis Girard—**Engagez-vous pour le communautaire**

Rencontre avec la ministre Lise Thériault—**Office de la protection du consommateur**

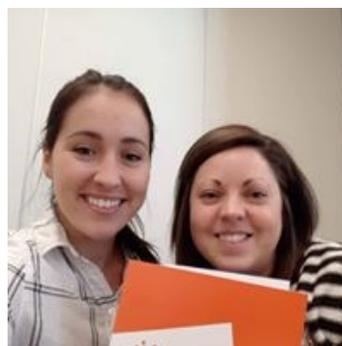
Flash mob—**Engagez-vous pour le communautaire**

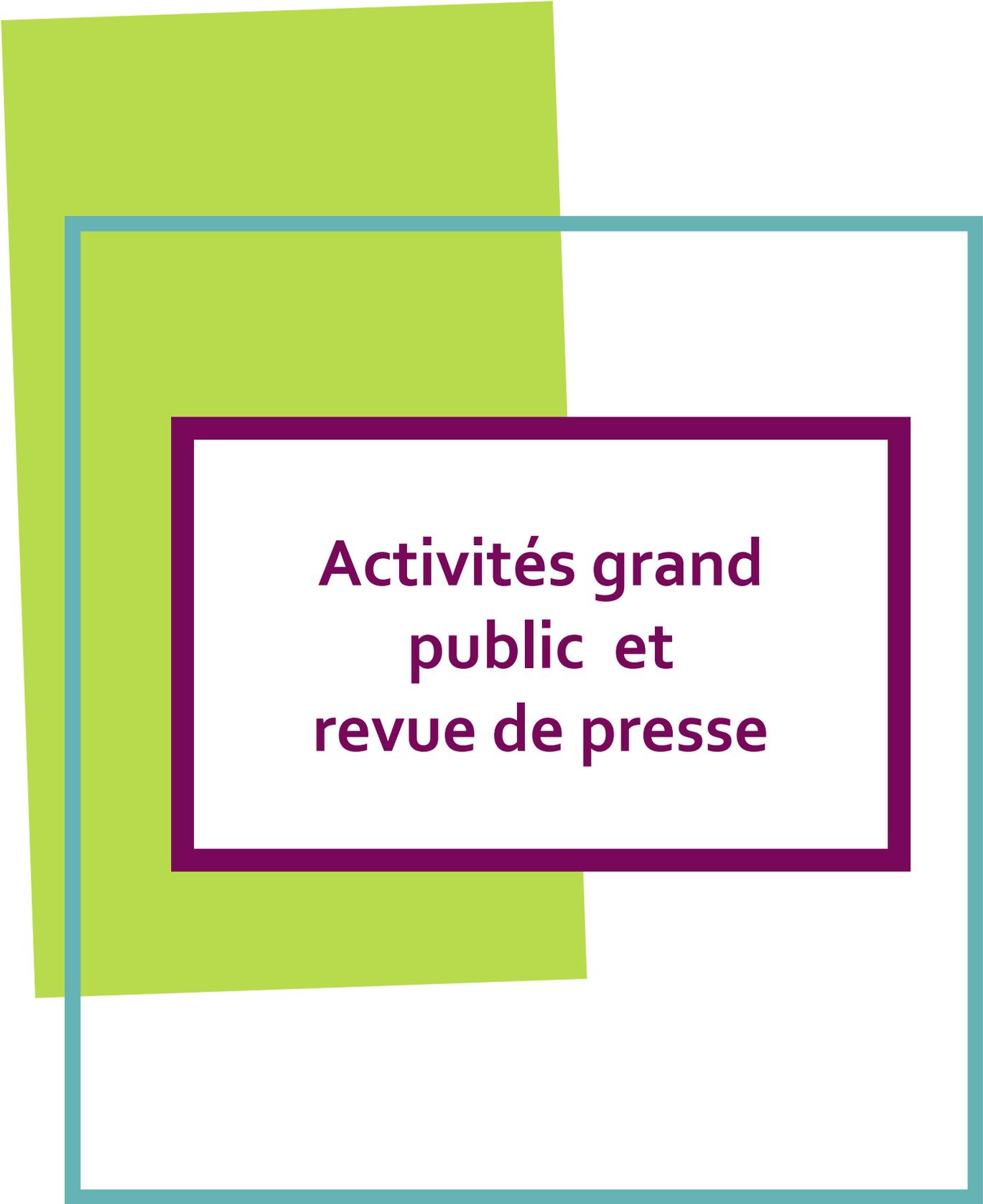
Mobilisation Trois-Rivières—**Engagez-vous pour le communautaire**

Rassemblement Montréal—**Engagez-vous pour le communautaire**

Implications et solidarité

Nos implications en image!





**Activités grand
public et
revue de presse**

Activités grand public

Kiosque 101 façons de prendre ta place

Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières 52 personnes rejointes

Kiosque Salon des aidants et des aînés

L'APPUI Mauricie 133 personnes rejointes

Page Facebook : 262 publications, portée moyenne de **168 personnes atteintes par publication** (excluant les publicités payées)

Publicités Facebook payées:

Promotion du site Jemeseppure.com : **5 311 personnes atteintes**

Promotion de la Journée sans achat: **2 184 personnes atteintes**

Total des personnes rejointes par nos activités grand public: 51 585

Revue de presse

Comme notre mission s'adresse à la population en général, nous ne pouvons évaluer la proportion de notre clientèle atteinte par nos différentes interventions dans les médias. Voici, à titre indicatif, l'auditoire de chacun des médias.

Médias écrits (voir les publications pages 27 à 36)

La Presse 1 040 000 lecteurs

Le Nouvelliste 147 000 lecteurs (4 publications)

Journal de rue La Galère 2000 (tirage)

Info HLM 1600 (tirage)

L'appui Mauricie 1562 personnes rejointes (internet et papier)

L'appui Centre-du-Québec 578 personnes rejointes (internet et papier)

Radio

Ici Radio-Canada radio, émission Facteur matinal nous n'avons pas eu de retour de la part de RC concernant l'auditoire journaliste qui fait l'éloge du Jemeseppure.com

Télévision

Cogeco TV Mauricie, émission Connecté Mauricie 20 000 (potentiel) entrevue Jemeseppure.com

Potentiel de personnes rejointes par nos interventions médiatiques : 1 212 740

Publicité Facebook payée pour la promotion du site Jemesepare.com

Infos sur la publication



CIBES Mauricie/BNY

13 avril 2018 · 🌐

Le CIBES est très fier de présenter son tout nouvel outil destiné aux personnes en contexte de rupture: le site web www.jemesepare.com !!! Partagez massivement afin de contribuer à faire connaître cette belle ressource à la population!



**Vous connaissez quelqu'un qui songe à se séparer
ou qui vit cette situation?**

Le **Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie** est fier d'offrir son tout nouvel outil :

le site web jemeSepare.com

Très complet et convivial, on y trouve une foule d'informations!

- Implications selon le type d'union (**union de fait, mariage, union civile**)
- Droits et obligations (**copropriété, dettes et comptes conjoints, déclaration de revenus, etc.**)
- Section complète concernant les enfants (**démarches, pension alimentaire, garde des enfants, etc.**)
- Boîte à outils contenant des listes de démarches à entreprendre
- Et beaucoup plus encore!

La réalisation de ce site web a été rendue possible grâce au soutien financier de la
Fondation Claude Masse

Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie, 274 rue Bureau, Trois-Rivières, QC, G9A 2M7, 819-378-7888
acef@cibes-mauricie.ca www.cibes-mauricie.ca

CIBES Mauricie/BNY
Organisme communautaire

5 311
Personnes atteintes

398
Interactions



Publicité Facebook payée pour la Journée sans achat

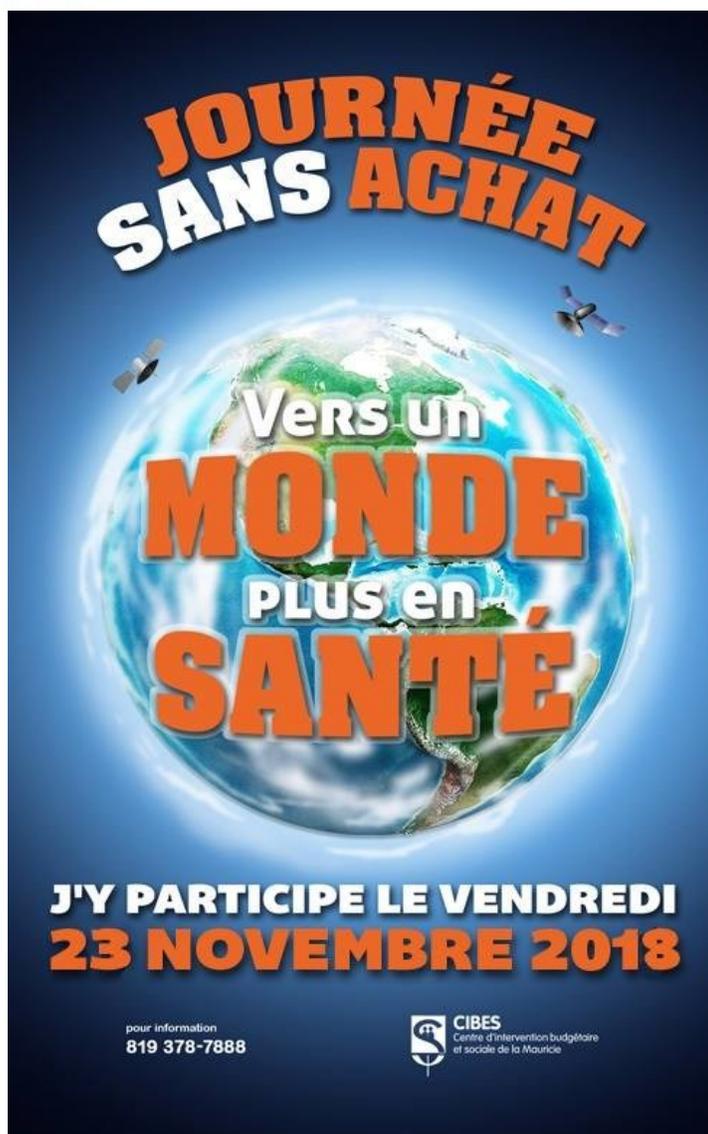
Infos sur la publication



CIBES Mauricie/BNY

22 novembre 2018 · 🌐

Aujourd'hui, en opposition au Vendredi fou, c'est la Journée internationale sans achat. Si on profitait de la crise environnementale pour s'arrêter et réfléchir un peu?



CIBES Mauricie/BNY

Organisme communautaire

2 184

Personnes atteintes

236

Interactions





ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DEUX MINUTES D'HUMANITÉ

VIRGINIE RAINVILLE
CONSEILLÈRE BUDGÉTAIRE, CIBES DE LA MAURICIE

Je suis une enfant du milieu communautaire. Mes parents y ont œuvré toute leur vie. J'y travaille également depuis maintenant 15 ans. Cette semaine, par un concours de circonstances, un intervenant de la Société Parkinson Mauricie-Centre-du-Québec, que je ne connaissais pas, a gentiment accepté de me dépanner en apportant pour moi des documents à La Tuque. En arrivant sur place, il terminait une rencontre avec des personnes atteintes de cette maladie. En deux minutes seulement, j'ai vu une main sur l'épaule, un sourire rassurant, rempli d'empathie et surtout une grande ouverture et beaucoup d'écoute.

Vivre avec un tel diagnostic doit être terriblement paniquant, imaginez si en plus ces personnes devaient vivre seules avec cette angoisse. Ces deux minutes dont j'ai été témoin m'ont bouleversée. Ce qui m'a frappée, c'est à quel point nous sommes importants, à quel point, sans ces milliers d'intervenants œuvrant dans une multitude de secteurs d'activités, la société serait différente et à quel point il y aurait de personnes seules, fragilisées. Le communautaire est un havre de gratuité et d'humanité dans cette société où tout se calcule, se monnaie, se déshumanise.

Imaginons un peu ces deux minutes d'humanité transposées aux 4000 organismes communautaires de la province.

Quatre mille organismes communautaires où les travailleurs font ces petits gestes naturels pour eux chaque jour pour des salaires ridicules.

Ce sont eux qui prennent soin des plus démunis, des plus vulnérables, des plus malchanceux et des plus malmenés de notre société. Les jeunes, les aînés, les femmes, les enfants, les malades, les pauvres, etc. Ces organismes les nourrissent, les écoutent, les accompagnent dans leurs démarches, les informent, les rassurent et plus encore. Voilà pourquoi notre organisme participe aux actions de notre regroupement local, la Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières, dans le cadre de la campagne unitaire « Engagez-vous pour le communautaire ».

LA PERSONNE AVANT L'ARGENT

Le milieu communautaire est le prolongement du système de santé et de services sociaux du Québec. Nous ne coûtions vraiment pas cher à l'État pour les services rendus et pour l'argent que nous lui faisons économiser. Imaginons l'engorgement des hôpitaux, des CLSC et même chez les députés si nous n'existions pas !

Malgré cet état de fait, il n'y a pratiquement pas d'indexation à notre financement, pas d'augmentation et surtout, aucune reconnaissance. Récemment, il y a eu une vaste consultation sur la possibilité d'une grève pour réclamer un financement adéquat, le respect de son autonomie et un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux. La majorité des groupes a refusé pour ne pas prendre les bénéficiaires de nos services en otage. Cette position est à l'image de leurs valeurs : faire passer la personne avant l'argent. Et l'État en profite grandement.

Le problème est que ces joyaux de la société s'essouffent. Il faut leur donner la reconnaissance qu'ils méritent et cela passe par un financement convenable pour offrir les services et pour être en mesure de payer les travailleurs à juste prix.

Merci à tous ces intervenants qui prennent soin de nos plus démunis, vous faites la différence ! Plus encore, vous faites des miracles avec tellement peu. Bravo pour votre humanité !



Un nouveau site pour les personnes séparées

JUDY-ANN DÉSALLIERS
Le Nouvelliste

Partager



Trois-Rivières — Un tout nouvel outil dédié aux personnes vivant une séparation a été créé. Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie a présenté le site web jemeSépare.com, qui pourra remettre sur le droit chemin les personnes concernées.

Dans le cadre de son service de consultation budgétaire, le CIBES reçoit beaucoup de demandes venant de personnes qui désirent, dans l'éventualité d'une séparation, évaluer leur situation financière. Ils ont constaté que les gens sont peu, pas ou mal informés sur les nombreuses actions à entreprendre. Le centre s'est dit qu'il y avait quelque chose à faire pour avoir un outil de référence complet concernant les informations à connaître en cas de rupture. C'est de cette façon, après un an de préparation et grâce au soutien financier de la Fondation Claude-Masse que le site web [jemeSépare](http://jemeSépare.com) a vu le jour.

Selon Virginie Rainville, conseillère budgétaire au CIBES de la Mauricie, le site est une main tendue pour accompagner les personnes à travers toutes les étapes de la réorganisation de la vie.

«Les personnes qui vivent une séparation ne savent pas où donner de la tête, c'est comme une montagne et ils ne savent pas par où commencer dans leurs démarches. L'information est disponible partout sur le web et sur les sites gouvernementaux, mais elle est éparpillée. C'est pour cette raison qu'on voulait que toutes les informations soient au même endroit.»



Un nouveau site pour les personnes séparées

Des informations telles que les implications selon le type d'union, les droits et les obligations comme la copropriété, les dettes et comptes conjoints ainsi que la déclaration de revenus sont disponibles. JemeSépare offre également une section complète concernant les enfants, la pension alimentaire et la garde partagée ou exclusive. Des listes de tâches peuvent être téléchargées dans la section Ma boîte à outils.

Même si la mission du Centre d'intervention est d'offrir de l'accompagnement au niveau du budget et de l'endettement, Virginie Rainville affirme qu'ils voulaient surtout aborder le soutien psychologique. «Les personnes qui vivent cette épreuve sont extrêmement fragilisées émotionnellement. Elles sont souvent très anxieuses quant à la nouvelle réalité financière. Elles nous arrivent donc avec un fardeau très lourd.» «On voulait que le site soit personnalisé. Je pense que notre couleur est vraiment là», ajoute-t-elle.

Comme le dit son slogan, la séparation est une épreuve difficile à traverser, l'essentiel est de prendre les choses une à la fois. Les personnes qui songent à se séparer ou qui vivent dans cette situation pourront désormais réorganiser leur vie de manière plus sereine.



L'EXCLUSION SOCIALE PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES



BERTRAND RAINVILLE
TROIS-RIVIÈRES

Mise en contexte

Lorsque nous parlons d'exclusion sociale par les institutions financières traditionnelles, nous nous référons aux procédures destinées à pénaliser puis à exclure définitivement les gens en difficulté. Les problèmes financiers des consommateurs et consommatrices, clients des banques ou membres des caisses populaires, se manifestent, en effet, de bien des façons : chèques sans provisions, difficultés à effectuer les paiements de prêts ou de cartes de crédit, demandes de prêts refusées, présence dans les dossiers de crédit de sociétés de crédit (compagnies de finance), etc.

Or, face à ces problèmes, les conseillers au crédit de ces institutions sont aujourd'hui totalement dépouillés des modes d'intervention qui leur permettraient naguère d'appliquer différents types de solutions adaptées aux circonstances particulières qu'ils rencontraient. Maintenant, ils doivent se conformer à des normes informatiques. Depuis une dizaine d'années, en effet, s'est établie une manière de faire les choses aussi implacable qu'impersonnelle. Il semble que la principale préoccupation des banques et des caisses consiste à se protéger de toutes les manières possibles. Or, une façon de parer les difficultés, c'est de surcharger les *délinquants* de frais exorbitants sans rapport avec le préjudice subi. Ainsi pour les frais liés aux chèques sans provisions, ça coûte 45,00\$. Ce sont les mêmes frais, qu'on soit dans une banque ou une caisse. Le message est clair : décourager et pénaliser le geste, sans considérer le fait qu'il concerne souvent des gens déjà en grande difficulté. Et que dire de cette incohérence qui consiste à élever les taux d'intérêt dès que les gens font défaut, d'une manière ou d'une autre, à leurs obligations de crédit.

En réalité, que ces personnes en difficulté soient renvoyées aux sociétés de crédit (compagnie de finance) ou

aux différentes formes de crédit, dits de *deuxième chance*, le résultat est le même. Elles entrent dans un cercle infernal, réduisant

drastiquement leur capacité financière, en canalisant dans les frais de crédit tout ce qui pourrait ressembler à un revenu discrétionnaire. Elles n'ont plus aucune marge de manœuvre pour les imprévus et autres activités familiales ou sociales faisant la norme dans une société telle que la nôtre.

Nous avons évoqué jusqu'ici les cas patents de surendettement dans des situations qui concernent souvent des gens moins fortunés. Or, ce n'est pas toujours aussi évident. Paradoxalement, les personnes surendettées qui possèdent de bons revenus, profitant du fonctionnement impersonnel des banques et des caisses, peuvent prolonger leur agonie presque indéfiniment, puisqu'ils sont prêts à tout pour *préserver leur nom*, leur réputation. Plusieurs statistiques et analyses nous conduisent à penser qu'ils sont nombreux ceux et celles qui vivent au jour le jour, d'une *paye* à l'autre, sans aucune marge de manœuvre en cas de vents contraires. Encore là, que peuvent les institutions financières avec leurs critères rigides et le manque planifié de personnel susceptible de traiter humainement ces dossiers?

Chose assez surprenante, elles ne se sentent aucune responsabilité devant ce problème de surendettement des individus. Encore une fois, elles se protègent de mieux en mieux, quitte à opprimer de toutes sortes de manières les personnes en difficulté. Comme si le fait de prêter de l'argent, de posséder le statut de créancier, donnait tous les droits... dont celui de s'extraire de ses responsabilités.

Le milieu bancaire

Lorsque nous parlons d'exclusion sociale par le crédit, nous référons particulièrement aux différentes politiques qui consistent à rendre impossible toute solution négociée. En fait, le milieu bancaire procède avec

une double attitude. D'une part, on avance de nouveaux crédits aux gens qui sont encore solvables selon les critères universels de la cote FICO¹. Dans le cas contraire, nous l'avons vu, on les surcharge de frais de toutes sortes, incluant des augmentations de taux d'intérêt. On voit les banques, depuis une trentaine d'années, élargir leur palette de possibilités en fusionnant divers secteurs de l'économie financière, en particulier par l'acquisition de fiducies et de sociétés de crédit. On peut alors facilement imaginer qu'une personne, ne se qualifiant pas pour un prêt présentant le taux courant pratiqué par les banques, se voit transférée dans le giron du *crédit cher*, coûteux. Il en va de même chez certains commerçants et concessionnaires automobiles où l'on vérifie si le client est admissible dans une banque ou une caisse pour le présenter à une société de crédit le cas échéant.

Le même système s'est implanté pour les prêts personnels et les cartes de crédit. Cela permet justement une gestion "au cas par cas" sur le plan des frais et des taux d'intérêt. Il en résulte un crédit variable de plus en plus onéreux au fur et à mesure que les difficultés augmentent, jusqu'à l'exclusion complète des cas litigieux, en passant par toute une gamme de solutions programmées par la machine et imposées aux clients en cause. Ces solutions sont graduées selon une échelle de récupération maximale des sommes dues. Cette approche, faut-il le préciser, n'a rien à voir avec la situation réelle des individus. Elle vise essentiellement à gérer le crédit de la manière la plus efficace et la moins coûteuse possible. C'est une économie basée sur une échelle quoi ! Tout cela s'appuie socialement sur une course à l'ivoire et des modèles de consommation, eux aussi programmés à la source, à l'aide du marketing notamment, par un appareil productif emballé.

L'endettement et le surendettement

L'endettement et le surendettement constituent, bien sûr, les corollaires d'un tel choix de vie à crédit, des problèmes

normaux, pourrait-on dire. Or, il s'avère, selon une étude du CIBES², que les gens aux prises avec ce type de problèmes sont malades, complètement anxieux, et ce, dans des proportions alarmantes. Ce qui rend donc nécessaire l'instauration d'un service de consultation budgétaire efficace et bien adapté. Cela exige une intervention de type psychosociale, susceptible de venir en aide de manière concrète aux personnes surendettées. Des organismes, tel le CIBES, offrent un encadrement budgétaire et des possibilités d'arrangements avec les créanciers, quels qu'ils soient. Ce type de service doit représenter l'alternative au harcèlement, voire à la faillite, une lutte quotidienne contre la stigmatisation, l'oppression et l'exclusion sociale par le crédit.

Il faut s'étonner, par ailleurs, que les gouvernements, fédéral et provinciaux, ne soient pas davantage préoccupés par cette question qui, pourtant, concerne un public très large. Il est assez troublant, en effet, d'observer, outre-Atlantique, en France notamment, qu'avec des taux d'endettement nettement inférieurs aux nôtres, on légifère allègrement sur la question, jusqu'à établir des commissions de surendettement dans tous les départements du pays.

Au Canada et au Québec, on pose le problème en terme juridique ou, pire, de *littératie financière*. C'est ainsi qu'on finit par occulter complètement la responsabilité première du législateur et celle encore plus importante du milieu financier, leur confiant simplement... des tâches éducatives.

Nous avons là un terrain de réflexion qui, d'une part, impose certaines actions immédiates, mais n'en demeure pas moins au centre d'une problématique qui anesthésie nos capacités de mobilisation tant communautaires que syndicales. Cette difficulté comporte des conséquences funestes pour une société qui risque de s'endormir définitivement et de s'enfoncer dans l'anomie⁴.

1. Le pointage FICO est un chiffre entre 300 et 900 que la plupart de prêteurs canadiens utilisent pour déterminer le risque de crédit que vous présentez. Plus votre pointage de crédit est élevé, plus il est probable que votre prêt sera accordé ou que vous aurez un taux avantageux.

2. RAINVILLE, Bertrand, *Le surendettement, fracture individuelle et sociale*, CIBES de la Mauricie, 2006.

3. Un anglicisme. Selon l'OCDE, la littératie est « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités. » (Dans le rapport publié le 14 juin 2000 : La littératie à l'ère de l'information : Wikipédia, consulté le 30 juin 2011).

4. L'anomie est l'état d'une société caractérisé par une désintégration des normes qui régissent la conduite des hommes et assurent l'ordre social. (Wikipédia, consulté le 30 juin 2011)



— 19 mai 2018 / Mis à jour à 1h18

Honneur aux organismes

Partager



SHAWINIGAN — Les organismes communautaires du Centre-de-la-Mauricie ont été honorés jeudi lors du 10e Déjeuner des bons coups de la Corporation de développement communautaire de ce secteur.

Les bons coups de l'année 2017-2018 sont l'ADI-TSA Centre-Mauricie-Mékinac (catégorie service d'activités de jour), Revitalisation Quartiers (projet intergénérationnel), le Centre Roland-Bertrand et la Commission scolaire de l'Énergie (projet Apprendre ensemble), L'Accorderie (café-rencontre mensuel), la MDJ de Saint-Georges (les bons coups des défis santé), le Tràsh (l'accueil avec un grand A), RODITSA (ressources en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme), le Centre Roland-Bertrand (desserts enjoués), pavillon de l'Assuétude (le pavillon se paie une escapade), CIBES (un bon coup c'est bien, mais deux c'est mieux) MDJ de Saint-Élie-de-Caxton (implication sociale hors du commun) et le Centre d'action bénévole de Shawinigan (Mamies tendresse).

Quelque 130 personnes se sont réunies pour ce déjeuner festif. Le dévouement et les actions novatrices ont été soulignés lors de ce déjeuner, un «incontournable rendez-vous qui témoigne la grande vitalité et diversité de l'action communautaire sur notre territoire», a dit Réjean Veillette, directeur général de la corporation. Le déjeuner a aussi été l'occasion pour la CDC de dévoiler son nouveau site web.



JEMESEPARE.COM : UNE FOULE D'INFORMATION POUR LES PERSONNES QUI VIVENT UNE SÉPARATION

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie (CIBES)* a présenté en avril dernier son tout nouvel outil destiné aux personnes qui vivent une séparation: le site web Jemesepare.com. Vous y trouverez une foule d'information sur:

- les implications d'une séparation selon le type d'union (union de fait, mariage, union civile);
- les droits et obligations (copropriété, dettes et comptes conjoints, déclaration de revenus, etc.);
- les enfants (les démarches, la pension alimentaire, la garde des enfants, etc.);
- des listes de démarches à entreprendre;
- et beaucoup plus encore!

* Avec le soutien financier de la Fondation Claude Masse.

je me S épare



17 juillet 2018 / Mis à jour le 16 juillet 2018 à 21h38



Être étudiant n'est pas une question d'âge

Partager



L'auteure, Virginie Rainville, est conseillère budgétaire pour le Centre d'intervention budgétaire et sociale (CIBES) de la Mauricie.

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie est un organisme communautaire dont la mission est de venir en aide aux individus et familles vivant des difficultés au niveau du budget et de l'endettement. Dans le cadre de notre service de consultation budgétaire, nous rencontrons beaucoup d'étudiants de tous âges. La sortie médiatique de l'étudiante Véronique Martel, dont l'objectif est de faire admettre les plus de 30 ans dans le programme Emploi d'été Canada nous interpelle donc particulièrement et le CIBES ne peut qu'appuyer cette revendication.

Rappelons que ce programme, du gouvernement du Canada, consiste à payer le salaire minimum aux étudiants admissibles pour un emploi d'été dans leur domaine d'étude. Il est dédié aux étudiants de 15 à 30 ans, ce qui exclut toutes les personnes de plus de 30 ans faisant un retour aux études. C'est déplorable étant donné que ces personnes vivent la même réalité financière, qu'elles doivent elles aussi se faire connaître des employeurs et acquérir de l'expérience.

Au CIBES, nous constatons que les personnes faisant un retour aux études, qu'elles soient âgées de plus de 30 ans... ou moins, ont généralement des obligations financières plus importantes. Pensons notamment à des enfants à charge, des dettes hypothécaires et autres dettes bancaires. De plus, les prêts étudiants du gouvernement ne suffisent déjà pas à combler l'ensemble des dépenses de la vie courante même en cours d'année scolaire. Lorsque l'été arrive, leur prêt étudiant diminue de façon considérable ou il n'y en a plus du tout.

Puisque les organisations communautaires, publiques et parapubliques et même les entreprises privées utilisent le programme Emploi d'été Canada pour leurs besoins estivaux, les étudiants de plus de 30 ans n'ont pas accès à ces emplois, qui sont de surcroît dans leur domaine d'étude. Ils doivent donc se résigner à des emplois saisonniers. Ceux qui ne trouvent pas d'emploi n'ont même pas accès à l'aide sociale à cause de leur statut d'étudiant à temps plein. Ces derniers se retrouvent évidemment dans une situation très précaire. La discrimination par l'âge dans ce contexte n'est pas pertinente et n'a pas sa raison d'être.

Nous unissons notre voix à celle de Véronique Martel aujourd'hui pour réclamer au gouvernement fédéral de revoir les critères d'admissibilité de ce programme pour y inclure les plus de 30 ans. Pour joindre le mouvement de mobilisation et avoir plus d'informations, contacter la Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières par téléphone au 819 371-9393 ou par message privé sur la page Facebook de l'organisme.

| Quand proche aidance rime avec finance

Le 25 février 2019 par Virginie Rainville, conseillère budgétaire au CIBES Mauricie/Bécancour-Nicolet-Yamaska

Certains proches aidants doivent prendre en charge le budget et les finances de la personne qu'ils accompagnent. Lorsqu'il y a des problèmes financiers, comme un endettement important, on peut rapidement se sentir dépassé.

Par ailleurs, être responsable d'un proche malade ou en perte d'autonomie peut engendrer de multiples dépenses en rapport avec les déplacements pour les nombreux rendez-vous médicaux, les médicaments, l'adaptation du logis, etc. Sans oublier que le statut de proche aidant est parfois à l'origine d'absentéisme au travail et même de périodes de maladie. Cette baisse de revenu peut sans aucun doute engendrer des difficultés financières.

Avant toute chose, en présence de problèmes financiers, que ce soit les vôtres ou ceux de la personne aidée, il faut brosser un portrait de la situation. On commence par dresser la liste des dettes et des retards de paiement, puis on établit un budget. Il est préférable de débiter par une prévision mensuelle. Il faut inscrire les revenus et l'ensemble des dépenses : comptes, paiements de dettes, sans oublier les dépenses courantes (épicerie, essence, pharmacie/médicaments, cigarettes, sorties, etc.). En comparant les revenus et les dépenses, on détermine la somme qui reste pour payer les dettes. On envisage ensuite les solutions possibles, comme demander de l'aide à un professionnel.

VOICI QUELQUES RÈGLES DE BASE :

- Commencer par ne plus accumuler de retards de paiement avant d'essayer de rembourser des dettes;
- Planifier un remboursement sur une plus longue période plutôt que de « donner un coup », comme de régler un compte en négligeant d'en payer un autre;
- Établir des priorités dans la liste des dettes en fonction des priorités de la personne et des recours légaux possibles;
- Planifier des paiements mensuels réalistes;
- Ne pas attendre de pouvoir acquitter le compte au complet avant d'agir.

Contrairement à ce que plusieurs pensent, le budget n'est pas une affaire de comptable. Que voit-on à part des chiffres dans un budget? Les priorités, les valeurs et les choix, les bons comme les mauvais. C'est pourquoi il est si difficile d'effectuer des coupures dans les dépenses lorsque le budget est déficitaire. Il est très important de se rappeler ce principe aussi lorsqu'on intervient dans le budget de la personne aidée. C'est extrêmement délicat, et il faut s'interdire de porter des jugements pour que la démarche soit constructive et efficace. Il faut aussi s'assurer que la personne a une certaine latitude et une place dans les prises de décisions.

Se tourner vers de nouveaux emprunts (ex. : consolidation de dettes à la banque) ou vers des solutions légales comme la faillite sont des solutions qui demandent à être bien évaluées, parce qu'elles ne sont souvent pas envisageables (trop chères, revenus insuffisants, dossier de crédit trop dégradé, etc.).

Si vous ne parvenez pas à régler ou à organiser votre situation financière ou celle de la personne aidée, des organismes sont là pour vous accompagner, le temps nécessaire pour stabiliser la situation.

Contribution de la communauté

Développement du territoire Bécancour et Nicolet-Yamaska, consultation budgétaire

Nous souhaitons remercier le député **Donald Martel**, **Stratégie Carrière**, le **CJE Nicolet-Bécancour** et le **Centre d'action bénévole de Nicolet**. Ces organisations acceptent de nous prêter des locaux gratuitement, ce qui nous permet de desservir la population des secteurs Bécancour et Nicolet-Yamaska.

Mes finances, ma retraite et moi

Nous tenons à remercier nos partenaires qui ont généreusement apporté leur expertise auprès des aînés afin de cibler les sujets importants à aborder.

Josée Vincent et Doris Fournier Office municipal d'habitation de Trois-Rivières (attachées au CIUSSS MCQ)

Martine Perrin Table de concertation des aînés et des retraités de la Mauricie

Diane Boisselle Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR)

Sylvie Bélanger Table Action Abus Aînés Mauricie

Pascal Huot coordonnateur psychosocial SAPA CIUSSS MCQ

Éliane Barry-Chartrand notaire

Sylvie Ménard conseillère en redressement financier Roy Métivier Roberge

Un merci spécial à **Pascal Huot**, **Sylvie Ménard** et **Éliane Barry-Chartrand** qui ont pris le temps de réviser les sections qui les concernaient et d'apporter corrections et commentaires. Votre appui a été très précieux.

Un merci spécial à l'**AQDR** d'avoir organisé une rencontre pour présenter le fruit de notre travail à leurs membres. Merci aux **aînés présents** lors de cette rencontre, votre expérience a contribué à bonifier notre travail.

Ateliers, formations et présentation

Merci à toutes ces organisations de nous inviter, de nous prêter leurs locaux et surtout de nous permettre de rejoindre des personnes qui ont besoin de nous et que l'on ne rejoindrait pas autrement!

Prêt de locaux

Merci à la **Société St-Jean-Baptiste** de nous avoir accueillis dans ses locaux pour notre assemblée générale annuelle et pour une rencontre d'intervenants. Vous êtes très accueillants et généreux, nous l'apprécions beaucoup!

Donateurs

Merci à nos donateurs qui, année après année, continuent de croire en notre mission!

Fondation privée (anonyme)

Claude Loranger, André Morisset et Karine Côté, CPA

Roy, Métivier, Roberge, firme de syndic

Sœurs de l'Assomption

Merci à nos bailleurs de fonds!

*Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
de la Mauricie-et-
du-Centre-du-Québec*

Québec 



Centraide
Mauricie
Nous tous, ici

*Office
de la protection
du consommateur*

Québec 



Gouvernement
du Canada

TRÈS
Trois-Rivières